

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Assemblées annuelles du FMI : quels enjeux pour le Gabon ?

FORT du satisfecit exprimé par la mission du Fonds monétaire international (FMI) qui a séjourné dernièrement à Libreville, le Gabon va poursuivre les discussions avec les différentes instances des institutions de Bretton Woods pour faire un point sur les réformes initiées et les éventuels besoins en assistance.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le Gabon va ouvrir un nouveau round de négociations avec les bailleurs de fonds concernant la poursuite de son programme de relance économique (PRE). Le ministre de l'Économie, Roger Owono Mba, conduit la délégation gabonaise aux assises des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale prévues à Washington (États-Unis) du 15 au 19 octobre 2019.

La participation du Gabon à ces importantes rencontres revêt un intérêt tout particulier, dans un contexte de mise en œuvre du Plan de relance de l'économie (PRE). Lequel vise notamment à rétablir l'équilibre de ses finances publiques et à améliorer ses performances économiques, aux fins de produire une croissance davantage inclusive pour le bénéfice des populations.

Les rencontres avec les institutions de Bretton Woods seront l'occasion pour le ministre, gouverneur du FMI et de la Banque mondiale pour le compte du Gabon, de faire entendre la voix du pays dans le cadre des discussions portant sur les orientations stratégiques de la gouvernance financière internationale.

Mais le séjour aux États-Unis du ministre Roger Owono Mba et de ses collaborateurs sera davantage mis à profit pour poursuivre les discussions sur les 4e et 5e revues du programme économique et financier du Gabon. Il s'agira, notamment, d'échanger avec les différentes instances du FMI et de la Banque mondiale pour faire un point sur les réformes initiées et les éventuels besoins en assistance.

Le ministre de l'Économie est, notamment, accompagné du ministre délégué chargé du Suivi

des réformes économiques, des Relations avec les institutions financières et de l'Optimisation des régimes spéciaux privilégiés, Justine Lekogo. Selon les conclusions de la dernière mission du FMI, l'économie gabonaise se redresse lentement, mais des défis importants restent à surmonter pour générer une croissance plus forte et plus inclusive. Laquelle nécessite des mesures

1 000
milliards de francs d'appuis budgétaires au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC).

vigoureuses et des réformes profondes pour améliorer la gouvernance, accroître la mobilisation des recettes budgétaires, améliorer la gestion et l'efficacité des finances publiques et assurer un environnement des affaires plus attractif.

Pour l'année 2019, le taux de croissance devrait bondir à 3,4% contre 0,8 % en 2018. "Des progrès significatifs ont été réalisés dans les discussions avec les autorités sur les politiques économiques et financières pouvant permettre la conclusion des quatrième et cinquième revues du programme", a souligné le chef de Mission, Boileau Loko. Depuis le lancement de son programme en juin 2017, le Gabon a déjà bénéficié de près de 1 000 milliards de francs d'appuis budgétaires au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC).



Photo : Wilfried MBINAH/ L'Union

Le ministre de l'Économie, Roger Owono Mba, va défendre le dossier du Gabon au FMI.

Emprunt obligataire : la signature du Gabon reste intacte

MSM
Libreville/Gabon

Le ministère de l'Économie, des finances et des solidarités nationales a annoncé, le 14 octobre, la clôture en dépassement de l'émission d'emprunt obligataire par appel public à l'épargne " EOG 6,25% Net 2019-2024 " initiée le 2 octobre dernier. Cette opération, lancée sur le marché financier unifié de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), s'est soldée par un succès avec la levée d'une somme de 126,3 milliards de francs CFA pour un objectif de 100 milliards de francs CFA.

" Cette mobilisation illustre à la fois l'engouement pour la signature du Gabon et la confiance que les investisseurs dans la sous-région placent dans notre économie et dans l'action de l'État. Le



Photo : BANDOMA

La campagne de l'Emprunt obligataire a atteint 126,3 milliards de francs.

gouvernement adresse ses remerciements à l'ensemble des sous-

cripteurs pour leur confiance et leur contribution au succès de cet emprunt obligataire", a indiqué le ministre de l'Économie, Roger Owono Mba.

Ces ressources permettront de financer des projets dans les secteurs prioritaires où les besoins des populations se font ressentir, notamment les infrastructures, la santé, l'éducation et le logement.

L'opération bénéficie de la pondération zéro de la part des deux régulateurs de la zone (Cobac et Cosumaf). Elle a attiré des investisseurs de divers pays dont le Gabon, le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, la Guinée équatoriale et le Tchad. Il s'agit de personnes morales (banques, assurances, organismes de retraite, sociétés) et physiques (fonctionnaires, professions libérales, salariés du secteur privé, commerçants).